

## Jagutpal annonce la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation pour lutter contre le tabagisme



## ICT : Maurice accueille l'Africa Internet Summit 2022



### Économie

## France, Allemagne, Espagne, Pologne... l'inflation accélère en Europe



## L'Union européenne engage un embargo sur le pétrole russe



### Canada

## Trudeau veut faire interdire les armes de poing

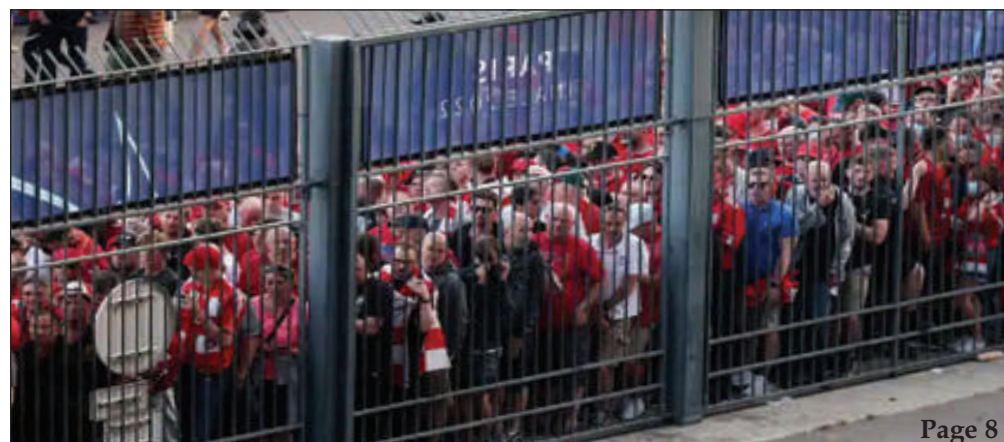


### Incidents au Stade de France

## «Si on n'avait pas évacué, il y aurait eu des morts», assure Darmanin



## La colère ne retombe pas, Liverpool veut des excuses





## A la télé aujourd'hui



07.15 Local: Profil  
07.30 Local: Priorite Sante  
08.09 Local: Rodrig: Sa Lavi-La  
09.00 Mag: Happiness Is On The...  
10.30 Mag: Tomorrow Today  
11.00 Mag: Top 100 Famous Actre...  
12.00 Le Journal  
12.30 Tele: Tanto Amor  
13.15 Local Production  
15.20 D.Anime: The Hive

15.35 D.Anime: Paf Le Chien  
17.10 Serial: Backstage  
17.30 Mag: The World Is Yours  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Serial: Jijaji Chhat Par Hain  
18.55 MBC Production  
19.30 Journal & La Meteo  
20.30 MBC Production  
21.25 Film: Boyne Falls  
Starring: Axel Harney, Mike Kopera



07.00 DDI Live  
10.00 Suhani Si Ek Ladki  
12.00 Film: Santan  
Starring Rajendra Kumar, Tuli, Kamini Kadam, Nasir Hussain  
15.00 Live: Samachar  
15.23 Saare Tujhyachsathi  
15.49 Bommarillu  
16.07 Sondha Bandham  
16.25 Serial: Wafa Lazim To

Nahin  
16.49 Serial: Chhotki Dulhin  
17.10 Kullfi Kumarr Bajewala  
17.31 Serial: Kulvadh  
18.00 Serial: The Demi-Gods...  
18.30 Local: DDI Magazine  
19.00 Zournal Kreol  
19.30 Serial: Radha Krishna  
20.06 Programme In Marathi  
21.00 Film: The Dragon The Hero  
Star: John Liu, Yen-Tsan Tang, Phillip Ko



06.00 Mag: Rev: Global Auto...  
06.26 Mag: Red Carpet  
06.41 Mag: Check In  
08.34 Doc: Castles  
09.29 Mag: Euromaxx  
15.57 Rodrig - Klip Seleksion  
17.08 Local: Yoga  
18.00 Mag: Motorweek  
18.30 Mag: Vous Et Nous

19.00 Student Support Prog...  
19.35 Mag: The Inside Story  
20.30 Local: News (English)  
20.45 Doc: Castles  
21.29 Les Montagnes Du Monde  
22.23 Focus On Europe  
23.31 Mag: Motorweek  
23.57 Mag: Vous Et Nous  
00.21 Doc: Persons  
00.24 Mag: Arts.21  
00.50 Mag: The Inside Story  
01.19 Doc: Skuld  
01.45 Doc: Castles



01.08 Film: Django Unchained  
04.26 Film: 119 Jours  
05.50 Tele: Marimar  
06.34 Serial: Chicago PD  
07.16 Film: Little Kingdom  
09.00 L'Agence Tous Risques  
09.45 La Femme De Lorenzo  
10.35 Tele: Fierce Angel  
11.01 Serial: Blacklist

12.00 Film: 119 Jours  
13.40 Tele: Marimar  
14.45 Film: Little Kingdom  
16.22 L'Agence Tous Risques  
17.11 Serial: Chicago PD  
18.09 La Femme De Lorenzo  
19.00 Tele: Fierce Angel  
19.30 Serial: Mustangs FC  
20.05 Tele: Missing Bride  
20.30 Serial: Rookie Blue  
21.15 Film: The Tall T  
23.18 Telenovela: Rubi  
23.42 L'Agence Tous Risques



07.00 Film: Maidan  
11.56 / 20.06 - Radha Krishna  
12.25 / 20.26 - Anupamaa  
12.56 / 20.02 - Mere Sai  
13.27 / 20.46 - Agnipheera  
13.56 / 21.09 - Yeh Teri Galiyan  
14.27 / 21.50 - Patiala Babes

14.32 / 22.15 - Main Maik Chali Jaungi Tum Dekhte..  
14.47 / 21.46 - Yeh Hai Mohabbatein  
15.25 Film: Deewane Huye Paagal  
Starring Akshay Kumar, Shahid Kapoor, S. Shetty  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Kundali Bhagya  
19.00 Udaariyaan  
19.30 Serial: Bhakharwadi  
20.00 Sasural Simar Ka 2  
20.30 Radha Krishna

## Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,  
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis  
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

Impression: Jim Printing

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr

Webseite: Lesocialiste.info

## Ukraine:

# Frédéric Leclerc-Imhoff, journaliste pour BFMTV, tué à 32 ans dans un bombardement

Le journaliste reporter d'images aurait été touché par un éclat d'obus alors qu'il filmait une évacuation dans la région du Louhansk. Son rédacteur, blessé, a pu être évacué.

« Journaliste, Frédéric Leclerc-Imhoff était en Ukraine pour montrer la réalité de la guerre. À bord d'un bus humanitaire, aux côtés de civils contraints de fuir pour échapper aux bombes russes, il a été mortellement touché », a annoncé sur Twitter le président Emmanuel Macron ce lundi 30 mai.

Ce journaliste français qui couvrait le conflit en Ukraine pour BFMTV, a été touché par un éclat d'obus près de Severodonetsk dans la région de Louhansk (Est). Selon nos informations, son collègue qui l'accompagnait, le rédacteur Maxime Brandstaetter, a été légèrement blessé à la jambe. Leur traductrice ukrainienne est saine et sauve.

Frédéric Leclerc-Imhoff avait 32 ans et travaillait depuis 6 ans pour BFMTV, indique la chaîne d'informations qui a « l'immense douleur d'annoncer sa disparition ». « La mort de Frédéric Leclerc-Imhoff (...) est profondément choquante. Je la condamne et présente nos condoléances à sa famille et à ses collègues », a réagi la ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna dans un communiqué. « La France exige qu'une enquête transparente s'engage dans les meilleurs délais pour faire toute la lumière sur les circonstances de ce drame », poursuit le Quai d'Orsay.

« La rédaction est en deuil ce soir », a déclaré avec émotion Marc-Olivier Fogiel, le directeur général de la chaîne, sur le plateau de BFMTV. « C'était la deuxième fois que Frédéric partait en Ukraine, à sa demande », a-t-il précisé. « Lorsque je l'ai annoncé à



sa mère, la première chose qu'elle a voulu savoir c'est si Maxime et Oksanna (leur traductrice) allaient bien », a-t-il livré. « Maxime est sorti de l'hôpital, il va bien mais est extrêmement choqué ».

Les deux journalistes devaient suivre ce lundi matin un bus évacuant des civils dans cette localité de la région du Donbass. « L'évacuation a été officiellement arrêtée. Les racistes (terme employé pour définir les forces russes) ont tiré sur un véhicule qui allait embarquer des gens. Un journaliste français tué », a écrit l'administration régionale sur Telegram.

Selon les autorités du Louhansk, un véhicule blindé serait venu chercher des civils en vue d'une évacuation et aurait été ciblé par un bombardement. « Des éclats d'obus ont percé le blindage de la voiture, une blessure mortelle au cou a été reçue par un journaliste français accrédité qui faisait des reportages sur l'évacuation », ont-elles précisé. Le journaliste, qui portait un casque lourd et un gilet

pare-balle, serait mort sur le coup.

Maxime Brandstaetter, assis à l'arrière de la cabine du véhicule, a reçu un éclat d'obus dans la jambe et a été évacué vers la ville de Dnipro, dans l'est du pays. Il est désormais hors de danger et est sorti de l'hôpital.

## Des reportages au plus près des combats

D'après le compte Twitter de Frédéric Leclerc-Imhoff, lui et Maxime Brandstaetter se trouvaient fin mai dans le sud de l'Ukraine et avaient récemment réalisé des reportages au plus près des combats dans les localités de Bilozirka, Kherson et Mykolaïv.

Mi-mars, le photographe et caméraman franco-irlandais Pierre Zakrzewski était décédé à Horenka, au nord-ouest de Kiev, « quand son véhicule a été la cible de tirs », avait annoncé la PDG de Fox News Media, Suzanne Scott, chaîne pour laquelle il travaillait. La journaliste et consultante ukrainienne Oleksandra Kuvshynova, âgée de 24 ans, était également décédée dans l'attaque, tandis que Benjamin Hall, le reporter de Fox News qu'ils accompagnaient, avait été grièvement blessé.

Les combats se sont intensifiés depuis quelques semaines dans l'oblast de Louhansk, situé dans la région du Donbass, que se disputent depuis 2014 les soldats ukrainiens et les séparatistes prorusses. Les Russes ont lancé il y a quelques jours une grande offensive visant à encercler la localité de Severodonetsk, dernier bastion ukrainien de la région. Des centaines de civils seraient encore sur place et subiraient les bombardements.

## Journaliste français tué en Ukraine

# Enquête ouverte pour crimes de guerre

Journaliste reporter d'images âgé de 32 ans, Frédéric Leclerc-Imhoff est mort près de Sievierodonetsk alors qu'il couvrait le conflit ukrainien.

Le Parquet national antiterroriste (Pnat) a annoncé, lundi 30 mai, l'ouverture d'une enquête pour crimes de guerre après la mort de Frédéric Leclerc-Imhoff, journaliste de BFMTV tué dans l'est de l'Ukraine alors qu'il accompagnait des civils à bord d'un bus humanitaire près de Sievierodonetsk.

L'enquête de flagrance confiée à l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCH) porte également sur « les blessures subies par son confrère Maxime Brandstaetter », présent avec lui lors du reportage, a précisé le Pnat. « L'enquête est ouverte des chefs d'atteinte volontaire à la vie d'une personne protégée par le droit international des conflits armés, attaques délibérées contre des personnes qui ne prennent pas part directement aux conflits et attaques délibérées contre le personnel et les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire », a détaillé le parquet

antiterroriste.

Frédéric Leclerc-Imhoff, 32 ans, a été mortellement touché par un « éclat d'obus alors qu'il suivait une opération humanitaire », a précisé BFMTV, peu de temps après l'annonce de la mort du journaliste sur Twitter par Emmanuel Macron. Il a été « tué par un bombardement russe sur une opération humanitaire alors qu'il exerçait son devoir d'informer », a tweeté la ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna, en condamnant un « double crime qui vise un convoi humanitaire et un journaliste ».

## Huit journalistes tués depuis le début de conflit

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, au moins huit journalistes sont morts sur le terrain dans l'exercice de leur profession, selon un décompte de Reporters sans frontières. Au moins cinq autres enquêtes pour des faits commis au préjudice de ressortissants

français en Ukraine ont été ouvertes depuis le début de la guerre par le pôle crimes contre l'humanité et crimes de guerre du Pnat.

Une première enquête a été ouverte après le décès du journaliste franco-irlandais Pierre Zakrzewski le 14 mars à Horenka, près de Kiev. Puis trois autres ont été ouvertes pour des faits commis à Marioupol (sud de l'Ukraine) entre le 25 février et le 16 mars, à Hostomel (région de Kiev) entre le 1er et le 12 mars et Tchernihiv (nord) depuis le 24 février, avait détaillé le Pnat.

Une cinquième enquête concerne un Français blessé à Borodianka et Velykyi Lis, près de Kiev entre le 26 mars et le 7 avril. La justice française ne peut ouvrir d'enquête pour des faits commis hors du territoire français que si une victime est française, si l'auteur du crime de guerre allégué est français ou si l'auteur de l'infraction a sa résidence habituelle sur le sol français.



# Jagutpal annonce la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation pour lutter contre le tabagisme

« Une série de nouvelles réglementations, comprenant des restrictions sur l'utilisation, la vente, l'importation, la fabrication et la distribution des produits du tabac, ainsi que l'interdiction pour les nouveaux vendeurs d'opérer dans un rayon de 200 mètres autour des installations éducatives, sportives et de loisirs, seront mises en œuvre pour réduire le nombre de fumeurs. »

L'annonce a été faite, à l'Université de Maurice à Réduit, par le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailesh Jagutpal, alors qu'il procédait au lancement des activités, organisées par son ministère, accompagnées de clips vidéo sur les effets nocifs du tabagisme, dans le cadre de la Journée mondiale sans tabac 2022.

Le représentant par intérim de l'Organisation mondiale de la santé à Maurice, le Dr Indrajit Hazarika, était présent à l'occasion.

Le ministre a également indiqué que les autorités élargiraient leur cadre de contrôle pour inclure les formes émergentes de produits du tabac comme les tabacs à pipe, les bidis, les cigarettes électriques à la nicotine et sans nicotine ainsi que les produits du tabac chauffés. En outre, il a informé qu'à partir de janvier 2023, Maurice opérerait pour un emballage neutre des produits du tabac afin de réduire la valeur d'attractivité, de publicité et de promotion qui leur est associée.

Dans son allocution, le Dr Jagutpal a



déclaré que cette année encore, la Journée mondiale sans tabac a été l'occasion de sensibiliser aux risques liés au tabagisme, qui cause plus de 8 millions de décès par an dans le monde, ainsi que la mort de plus de 1,2 million de fumeurs passifs.

Le ministre de la Santé a souligné que la consommation de tabac à Maurice restait importante et qu'elle était l'une des principales causes de maladies non transmissibles dans le pays. Il s'est appesanti sur les mesures gouvernementales élaborées pour freiner la consommation de tabac au sein

de la population, à savoir de vastes programmes de sensibilisation et de prise de conscience, le sevrage tabagique et des législations strictes. "Notre message est en train d'être repensé afin d'atteindre les jeunes qui restent les principales cibles des stratégies marketing de l'industrie du tabac", a-t-il ajouté.

S'exprimant sur le thème de cette année, "Le tabac : une menace pour notre environnement", le Dr Kailesh Jagutpal a observé que l'abandon du tabac aurait également un impact positif sur l'environ-

nement. "La contribution annuelle des gaz à effet de serre de l'industrie du tabac s'élève à quelque 84 mégatonnes de dioxyde de carbone et la croissance du tabac est également l'une des principales causes de déforestation, en particulier dans les pays en développement", a-t-il déclaré.

De son côté, le Dr Indrajit Hazarika a rappelé que le tabac était un tueur silencieux mais implacable, parmi les victimes dont 3% étaient originaires du continent africain. Il a souligné que la pandémie de COVID-19 avait été un autre rappel des effets nocifs du tabac sur la santé, car les fumeurs couraient un risque plus élevé de développer des formes graves du nouveau coronavirus.

En outre, le Dr Indrajit Hazarika a félicité le gouvernement et le ministère de la Santé pour leur dévouement et leur engagement dans les efforts de lutte antitabac dans le pays. Tout en louant le nouvel ensemble de mesures de contrôle audacieuses mises en place par le gouvernement, il a souligné que Maurice était un exemple dans la région en matière de bonnes pratiques et ouvrait la voie à l'emballage neutre dans la région. Il a également informé que l'OMS avait fourni une expertise juridique à Maurice dans cette entreprise et renouvelé sa collaboration pour travailler avec Maurice pour la mise en œuvre de la nouvelle réglementation.

## ICT : Maurice accueille l'Africa Internet Summit 2022

L'Africa Internet Summit 2022 (AIS '22), une conférence régionale annuelle multipartite sur les TIC qui sert de plate-forme aux technocrates et aux entreprises pour discuter des politiques, des tendances, des ressources, des défis et des opportunités pour une croissance durable de l'Internet en Afrique et dans la région de l'océan Indien, a ouvert ses portes, à l'hôtel Le Méridien de Pointe-aux-Piments.

L'atelier, qui s'est tenu du 30 mai 2022 au 03 juin 2022, est organisé par le Centre d'information sur les réseaux africains (AFRINIC) et le Groupe des opérateurs de réseaux africains (AfNOG). Il comprend des universitaires des secteurs public et privé, des organisations techniques, des institutions gouvernementales et la société civile qui interagiront sur les questions liées à Internet et au développement d'Internet en Afrique.

Le ministre de la Technologie, de la Communication et de l'Innovation, M. Darsanand Balgobin ; le scientifique et ingénieur ghanéen qui a présidé le premier conseil d'administration d'AFRINIC, le Dr Nii Quaynor ; et d'autres parties prenantes étaient présents à la cérémonie d'ouverture.

Dans son allocution, le ministre Balgobin a souligné que cet événement hybride, qui a enregistré plus de 700 participants, en ligne et sur place, de plus de 50 pays à travers le monde, permettra aux participants de discuter de la façon de travailler ensemble et de faire leurs ambitions communes en matière d'innovation, Communication et technologie une réalité.

En outre, le ministre a souligné que des forums comme le Sommet africain de l'Internet sont essentiels pour obtenir les propositions nécessaires pour une feuille de route pour atteindre l'objectif ciblé d'une Afrique connectée dans un délai acceptable et générer des solutions pour une Afrique unie car une connectivité robuste et résiliente réside à la base d'un écosystème Internet solide. "En déployant la technologie



de connectivité nécessaire sur tout le continent africain, ce n'est qu'alors que les services Internet seront à la portée des Africains dans le but de ne laisser personne de côté", a-t-il souligné.

Le succès du programme de numérisation pour l'Afrique, a souligné M. Balgobin, va bien au-delà du déploiement de la connectivité à travers le continent et l'abordabilité de la connectivité et d'autres installations comme les ordinateurs, les tablettes et les téléphones intelligents est essentielle pour encourager l'adoption des services numériques par le peuple africain.

Le Covid-19, a-t-il souligné, nous a montré l'importance de la numérisation pour la prestation de services, que ce soit en cas d'urgence ou non. A cet égard, le ministre a réitéré qu'un partenariat motivé est nécessaire entre les gouvernements africains, les opérateurs privés et la communauté Internet mondiale afin de mettre véritablement la numérisation à la portée de tous.

Le ministre Balgobin s'est en outre attardé sur certaines avancées majeures qui ont été couvertes en termes de connectivité à Maurice. Celles-ci comprennent : la connectivité internationale à trois câbles sous-marins, à savoir SAFE, LION/LION2 et METISS avec un quatrième câble, T3, qui sera opérationnel d'ici le milieu de l'année prochaine ; la fourniture d'un bon raccordement en Fibre to the Home aux ménages, qui atteint 100 % depuis 2017 ; l'ensemble du pays est entièrement couvert de services 3G et 4G pour la connectivité mobile et ; un premier service 5G a été lancé en juin dernier et assure la couverture des régions hautes de Maurice.

En outre, il a ajouté qu'en novembre dernier, Maurice avait introduit la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité pour protéger les citoyens et les entreprises effectuant des transactions en ligne. « Cette nouvelle loi est bien adaptée à la situation actuelle qui prévaut dans le cyberspace

rendant notre écosystème numérique plus résilient et sécurisé pour l'usage des internautes », a souligné le ministre.

M. Balgobin a déclaré que pour qu'un progrès inclusif soit réalisé dans l'économie mondiale, aucun pays ne doit être exclu des nouvelles façons actuelles de faire des affaires et de communiquer les uns avec les autres. "La coopération internationale joue un rôle important pour relever les défis liés à la gouvernance de l'Internet, à l'inadéquation des compétences, au renforcement des capacités, à la culture numérique, aux cybermenaces, aux obstacles techniques au commerce, aux cadres réglementaires et bien d'autres", a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, il a souligné qu'un forum multipartite comme celui-ci est la bonne plateforme où l'expertise pour résoudre les problèmes communs et favoriser un programme de numérisation durable et l'inclusion pour tous peut être partagée.

Pour sa part, le Dr Quaynor a indiqué qu'il s'agissait de la 10e édition de ce sommet phare sur l'Internet en Afrique, et la première fois à Maurice, ce qui est très important car Maurice est le siège d'AFRINIC, le Registre Internet régional d'Afrique et un pilier de la gestion et de la gouvernance de l'Internet sur le Continent, depuis maintenant 18 ans.

Il a souligné qu'en plus des ateliers, des présentations techniques et des opportunités de mise en réseau, la partie cruciale du Sommet est consacrée aux discussions politiques sur la gestion des adresses IP (Internet Protocol) et leur gouvernance.

Le Dr Quaynor a ajouté que l'objectif principal est d'assurer une distribution équitable et efficace de ces ressources à la communauté Internet de l'Afrique et de l'océan Indien afin de soutenir le développement durable de l'Internet dans la région desservie par l'AFRINIC.



## Économie

# France, Allemagne, Espagne, Pologne...l'inflation accélère en Europe

Dans la zone euro, l'inflation a inscrit un nouveau record en mai à 8,1% sur fond de hausse ininterrompue des prix de l'énergie et des produits alimentaires, selon une première estimation publiée mardi par Eurostat. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne plaide pour une hausse graduelle des taux et les états dégagent leurs mesures anti-inflation.

**P**oussée par la guerre en Ukraine qui accroît les prix de l'énergie et le coût des denrées alimentaires, ainsi que les tensions provoquées par le redémarrage de l'activité économique après la crise du Covid-19, l'inflation progresse un peu partout en Europe. Dans la zone euro, l'indice des prix à la consommation affiche une hausse de 8,1% sur un an après 7,4% en avril, selon une première estimation publiée mardi par Eurostat.

Cette inflation est poussée par l'envolée des prix de l'énergie qui a progressé sur un an 39,2% par rapport à mai 2021. La hausse continue de se propager aux autres catégories de prix : ceux de l'alimentation, de l'alcool et du tabac ont augmenté de 7,5% en un an, ceux des biens industriels hors énergie de 4,2% et ceux des services de 3,5%, précise Eurostat. Le taux d'inflation hors énergie et produits alimentaires non transformés, le plus surveillé par la Banque centrale européenne (BCE), atteint 4,4% sur un an après 3,9% le mois dernier.

Si l'on prend les pays un par un, l'inflation accélère partout. A des rythmes plus ou moins forts. En mai, la France a connu une nouvelle accélération de l'inflation, à 5,2% sur un an, dépassant la barre des 5% pour la première fois depuis septembre 1985, selon une première estimation dévoilée mardi par l'Insee. Les prix sont en hausse sur tous les postes de consommation recensés par l'Institut national de la statistique, avec notamment une nouvelle poussée dans l'énergie.

Cette tendance inflationniste n'est pas propre à l'hexagone. Nos voisins aussi connaissent une flambée des prix. Plus spectaculaire en Pologne, les prix à la consommation ont encore augmenté en mai, à 13,9% sur un an, après 12,3% en avril, atteignant le plus haut taux d'inflation depuis 1997, a annoncé mardi l'Office national des statistiques (GUS). En Allemagne, l'indice des prix à la consommation a atteint un nouveau record en mai, à 7,9% sur un an. L'indicateur a gagné 0,5 point par rapport à avril, et se hisse ainsi à son plus haut niveau depuis la Réunification du pays en 1990. Pour trouver un chiffre d'inflation aussi élevé, il faut remonter à janvier 1952, à l'époque de l'Allemagne de l'Ouest. En Espagne, l'inflation est également repartie à la hausse au mois de mai pour atteindre 8,7% sur un an, soit 0,4 point de plus qu'en avril, selon une estimation publiée lundi par l'Institut national de la statistique (INE). Cette nouvelle hausse survient alors qu'un léger ralentissement avait été observé en avril (8,3%), laissant espérer un début de modération après un pic à 9,8% en mars, le niveau le plus élevé en Espagne depuis 37 ans. Au Royaume-Uni, l'inflation avait atteint en avril son niveau le plus haut en 40 ans, à 9% sur un an.

« Nous rentrons dans une période nouvelle : l'inflation ne sera plus aussi basse que dans les années passées », a d'ailleurs prévenu le ministre français Finances, Bruno Le Maire, lors d'un point presse lundi.

## La BCE plaide pour une hausse graduelle des taux

Dans ce contexte, la Banque centrale européenne (BCE) plaide pour une hausse

graduelle des taux. Le taux de référence de la BCE est actuellement fixé à -0,5%, niveau auquel il campe depuis 2019. Il s'agit du taux d'intérêt que paient les banques qui confient une partie de leur dépôts dormants aux banques centrales de la zone euro. Cette politique, entamée en 2014, visait à soutenir le crédit aux ménages et aux entreprises pour stimuler l'activité économique et, in fine les prix.

Mais face à cette inflation record, sortir des taux négatifs en septembre « est logique », estime Philip Lane chef économiste de la BCE, qui s'exprimait lundi dans les colonnes du quotidien économique espagnol Cinco Días. D'après lui, un rythme « de référence » pour y parvenir consisterait en deux hausses de « 25 points de base » chacune, en juillet et en septembre, a-t-il déclaré confirmant ainsi la perspective récemment dessinée par la présidente de l'institution, Christine Lagarde. « Sur la base des perspectives actuelles, nous devrions être en mesure de sortir des taux d'intérêt négatifs d'ici la fin du troisième trimestre », soit en septembre, avait écrit cette dernière dans une note de blog publiée la semaine dernière sur le site internet de la BCE.



Aux Etats-Unis, la banque centrale (Fed) est plus offensive. Alors qu'elle relève habituellement ses taux directeurs par tranches d'un quart de point de pourcentage, début mai, elle a eu recours à une forte hausse d'un demi-point, pour la première fois depuis 2000/ L'objectif : juguler l'inflation record, qui s'affichait à 8,3% sur un an en avril. Lundi, lors d'un discours virtuel devant l'Université Goethe de Francfort, en Allemagne, Christophe Waller, un responsable de la Fed a anticipé plusieurs hausses des taux directeurs d'un demi-point d'ici la fin de l'année, « jusqu'à ce que l'inflation soit revenue proche de notre cible de 2% ». Il estime cela possible sans faire grimper le chômage.

Les taux, qui se situent dans une fourchette de 0,75 à 1,00%, devraient, selon lui, être relevés d'ici la fin de l'année jusqu'à dépasser le niveau dit « neutre », considéré comme compris entre 2,00 et 3,00% environ. Il a ainsi dit être sur la même ligne que les attentes des marchés, évoquant des taux en hausse de 2,5 points au total sur l'année, passant de la fourchette de 0 à 0,25% dans laquelle ils se trouvaient jusqu'en mars, à 2,5-2,75%. « Si nous devons faire plus, nous le ferons », a-t-il encore assuré. Et de souligner : un tel



mouvement doit permettre de réduire « la demande de produits et de main-d'œuvre, (l'aligner) davantage sur l'offre et (aider) ainsi à maîtriser l'inflation ».

## Les politiques de lutte anti-inflation des états européens

Parallèlement à la politique des banques centrales, les états déploient des mesures pour lutter contre cette poussée inflationniste. Tour d'horizon.

### ● Allemagne

En mars, Berlin a décidé de doubler les aides publiques au chauffage, débloquées début février au profit des ménages les plus vulnérables. Un programme d'aides supplémentaires de plusieurs milliards d'euros vient d'être voté au parlement. Il prévoit la mise en place d'un ticket donnant accès à tous les transports en commun du pays cet été, pour 9 euros par mois. Le paquet de mesures comprend également pour tous les salariés imposables un versement exceptionnel de 300 euros. En juillet, les familles avec enfants recevront en outre 100 euros supplémentaires via l'allocation familiale, et les chômeurs une allocation exceptionnelle allant jusqu'à 200 euros. La taxe sur les carburants sera par ailleurs baissée entre juin et août au minimum européen, soit une réduction de 14 à 30 centimes par litre. Enfin, le seuil d'imposition, ou abattement de base, a été augmenté, de même que l'indemnité kilométrique.

### ● France

Un « bouclier tarifaire », comprenant un gel des tarifs de gaz et d'électricité, a été mis en place au début du printemps, et d'autres mesures sont annoncées par le nouveau gouvernement d'Elisabeth Borne, dans le cadre d'un budget rectificatif devant être présenté après les législatives de juin. Il devrait comprendre une revalorisation des retraites et minima sociaux, des augmentations générales pour les fonctionnaires, une baisse des cotisations des indépendants et un chèque alimentaire pour les ménages les plus modestes. Le bouclier tarifaire devrait aussi être prolongé jusqu'à la fin d'année, tandis que Paris réfléchit à un « dispositif pérenne et mieux ciblé » que la remise (jusqu'à 18 centimes) sur les prix du carburant.

### ● Italie

Près de 30 milliards d'euros ont été débloqués depuis le début d'année par le

gouvernement. De premières mesures, d'un montant de 5,5 milliards d'euros, ont été annoncées dès mi-février et complétées le mois suivant par l'annonce d'une baisse d'environ 30 centimes par litre des taxes sur les carburants, ainsi que par l'instauration d'une taxe de 10% sur les « surprofits » des sociétés du secteur de l'énergie. Cette taxe a été portée à 25% début mai, dans le cadre d'une nouvelle enveloppe de 14 milliards d'euros comprenant un bonus de 200 euros pour 28 millions d'Italiens ayant des revenus inférieurs à 35.000 euros annuels. La réduction des taxes sur les carburants a en outre été prolongée.

### ● Espagne

Madrid a annoncé fin mars un plan de six milliards d'euros d'aides directes pour les ménages et les entreprises. Entré en vigueur le 1er avril et prévu jusqu'au 30 juin, il comprend une subvention de 20 centimes d'euros par litre de carburant, financée à hauteur de 15 centimes d'euros par l'Etat et de 5 centimes par les compagnies pétrolières. Il inclut aussi une limitation à 2% des hausses de loyers et une hausse de 15% du montant du revenu minimum vital. L'Espagne et le Portugal voisin ont par ailleurs convaincu Bruxelles de leur accorder un régime dérogatoire, en vue de faire baisser le prix de l'électricité dans la péninsule ibérique en le dissociant de celui du gaz.

### ● Ailleurs en Europe

La Suède, pays d'Europe où le gazole est le plus lourdement taxé, a présenté mi-mars un plan de près de 1,3 milliard d'euros. Il consistait notamment en une baisse d'impôt de 1,30 couronne par litre (environ 12 centimes), jusqu'au 31 octobre. Belgique et Pays-Bas ont fait le choix d'abaisser la TVA sur l'énergie (gaz naturel, électricité et chauffage urbain) et de réduire les droits d'accise sur les carburants. Les ménages belges les plus pauvres ont également vu le bénéfice du « tarif social » sur l'électricité et le gaz naturel prolongé. En Pologne, un « bouclier anti-inflation » a été prolongé, et des aides versées à quelque cinq millions de familles. En Hongrie, le gouvernement a annoncé cette semaine une taxe sur les entreprises. Sur les carburants, Budapest a en revanche décidé que seules les voitures immatriculées dans le pays pourraient désormais bénéficier de la mesure fixant le litre à environ 1,2 euro. Les prix des denrées alimentaires de base sont plafonnés depuis février.



# L'Union européenne engage un embargo sur le pétrole russe

Voyage en eau roubles. La décision a été prise dans la nuit à Bruxelles : dans le cadre du sixième volet de sanctions à l'encontre de la Russie, le robinet du pétrole acheminé par bateau vers l'Union européenne sera bientôt coupé.

Les livraisons maritimes représentent deux tiers des importations européennes d'or noir depuis la Russie. Leur arrêt permet à l'Union européenne (UE) de sanctionner Moscou, après l'invasion de l'Ukraine le 24 février dernier. Le président du Conseil européen, Charles Michel, a estimé que cet embargo allait « couper une énorme source de financement de la machine de guerre » russe. Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne a versé 29,9 milliards d'euros à la Russie pour lui acheter du pétrole, selon le décompte en direct du groupe de recherche indépendant CREA (Center for Research on Energy and Clean Air – Vert).

Le boycott européen doit désormais s'appliquer en deux temps : dans les six mois pour le pétrole brut, et d'ici à huit mois pour les produits raffinés, comme les carburants. La Hongrie, qui s'opposait à cette décision prise par les chefs d'État et de gouvernement réunies en sommet, a finalement levé son veto. Ce pays enclavé,



qui n'a pas accès à la mer, bénéficiera en échange d'une exception temporaire et reste alimenté par l'oléoduc Droujba dont il est dépendant pour 65% de sa consommation.

L'embargo devrait s'étendre progressivement aux fournitures de pétrole par pipelines, l'UE entendant « mettre fin aux

importations de pétrole russe à 90% d'ici fin 2022 », a précisé Emmanuel Macron.

En 2020, les livraisons russes représentaient 29% des importations extra-communautaires de pétrole brut, d'après les données fournies par Eurostat. L'Union européenne devra ainsi se tourner vers d'autres pays exportateurs, comme les

États-Unis, la Norvège, l'Arabie Saoudite ou le Royaume-Uni, miser sur les énergies renouvelables (Vert). Mais aussi (surtout) réduire sa consommation de pétrole. Dans un plan en ce sens présenté en mars dernier, l'Agence internationale de l'énergie a notamment préconisé d'abaisser de 10 km/h la limitation de vitesse sur les autoroutes, de rendre les transports en commun plus abordables et d'adopter la circulation alternée dans les grandes villes. « La Russie est le troisième producteur de pétrole et le plus grand exportateur de pétrole au monde », souligne l'organisation, qui rappelle que les États-Unis et le Canada ont déjà annoncé l'interdiction de toute importation de pétrole russe.

Parmi les autres mesures de ce sixième « paquet de sanctions » contre la Russie, trois banques russes ont également été exclues du système financier international Swift et la liste noire des personnalités sanctionnées a été allongée. La dépendance au gaz russe – 43% des importations européennes de gaz naturel en 2020 – et la crise alimentaire liée au blocage des exportations de céréales ukrainiennes qui menacent en particulier le continent africain devraient être abordées lors du sommet qui se poursuit mardi 31 mai.

## L'UE prête à accorder une nouvelle aide de 9 milliards d'euros à l'Ukraine



L'Union européenne a annoncé lundi qu'elle était prête à accorder une nouvelle assistance macro-financière exceptionnelle de 9 milliards d'euros à l'Ukraine.

Cette aide de l'UE conjointe à celle du G7 de 19,8 milliards de dollars, annoncée le 20 mai dernier, doit permettre au gouvernement ukrainien de faire face à ses besoins urgents de liquidités.

Dans ce contexte, le Conseil européen, réuni lundi pour deux jours à Bruxelles, a demandé que la proposition de la Commission européenne soit examinée dès qu'elle sera présentée.

L'UE et ses États membres ont aussi annoncé qu'ils continueront d'accueillir et d'assurer la protection et la sécurité aux réfugiés ukrainiens, y compris en aidant les pays voisins. Les chefs d'État et de gouvernement ont, à cet effet, invité la Commission européenne à présenter de nouvelles initiatives pour soutenir cet effort dans le contexte du cadre financier pluriannuel.

Pour la reconstruction de l'Ukraine, l'UE a par ailleurs appelé à réfléchir à une plateforme de soutien global. Celle-ci réunira le gouvernement ukrainien, l'UE et ses États membres, la Banque européenne d'investissement, ainsi que des partenaires internationaux, des institutions de financement, des organisations, des experts et des parties intéressées.

Le soutien de l'UE à la reconstruction de l'Ukraine sera lié à la mise en œuvre de réformes et de mesures de lutte contre la corruption en accord avec sa trajectoire européenne. Le Conseil européen a invité la Commission à faire des propositions sur cette base.

L'UE a par ailleurs convenu que son sixième train de sanctions à l'encontre de la Russie couvrira les exportations de pétrole brut et de produits pétroliers russes, à l'exception temporaire du brut livré par oléoduc.

## Canada

## Trudeau veut faire interdire les armes de poing

Après les récentes tueries aux États-Unis, le Premier ministre canadien a annoncé un projet de « gel national de la possession d'armes de poing ».

Le perpétuel drame des armes à feu qui se joue aux États-Unis a fait réfléchir... le Canada voisin. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé ce lundi un projet de « gel national de la possession d'armes de poing ».

Ce projet, qui doit être soumis au Parlement où le Parti libéral de M. Trudeau est minoritaire, intervient après les récentes tueries aux États-Unis. À Uvalde, au Texas, 19 enfants et deux institutrices ont été abattus par un tireur de 18 ans munis d'un fusil d'assaut acheté en toute légalité.

« Nous introduisons une législation pour appliquer un gel national sur la possession d'armes de poing », a déclaré le Premier ministre lors d'une conférence de presse, qu'il a donné en compagnie de plusieurs dizaines de proches de victimes de violences armées.

« Cela signifie qu'il ne sera plus possible d'acheter, vendre, transférer ou importer des armes de poing où que ce soit au Canada », a-t-il ajouté. Le Canada avait déjà interdit 1 500 modèles d'armes à feu de type militaire après une tuerie en avril 2020, la pire de l'histoire du pays, qui avait fait 23 morts en Nouvelle-Écosse (est).

Selon des statistiques officielles, les armes à feu ne sont impliquées que dans 3 % des crimes violents au Canada mais le ministre de la Sécurité publique Marco Mendicino estime qu'environ un million d'armes de poing circulent dans le pays, dont beaucoup sont importées illégalement des États-Unis.

« La violence armée est un problème complexe », a déclaré M. Trudeau. « Mais au bout du compte, le calcul est en réalité fort simple : moins il y aura d'armes à feu dans nos com-



munités, et plus chacun sera en sécurité », a-t-il ajouté.

**Pour les conservateurs, les armes ne sont pas le problème**

La proposition de M. Trudeau a été critiquée par l'opposition conservatrice. « Le vrai problème dans ce pays, ce ne sont pas les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi, qui sont strictement encadrés et strictement contrôlés », a déclaré John Brassard, leader de l'opposition à la Chambre des communes, à Radio-Canada.

« Le vrai problème dans ce pays, ce sont les gangs et les criminels qui importent des armes à feu, principalement des États-Unis, et qui utilisent des armes illégales dans nos rues », a-t-il ajouté.

« L'annonce d'aujourd'hui ne se concentre pas sur la cause fondamentale de la violence armée dans nos villes : les armes à feu illégales intro-

duites clandestinement au Canada par des gangs criminels », a tweeté pour sa part la députée conservatrice Raquel Dancho.

Le projet de loi canadien prévoit aussi d'empêcher quiconque est impliqué dans des violences domestiques d'obtenir un permis de port d'arme, et de durcir les peines pour le trafic d'armes. Les chargeurs de fusils pouvant contenir plus de cinq balles seront également interdits.

La Coalition pour le contrôle des armes, fondée après le meurtre de 14 femmes dans une université de Montréal en 1989, a applaudi le projet. « La proposition de suppression progressive de possession privée d'armes de poing est une avancée majeure, et montre que le gouvernement a écouté la voix des victimes », a déclaré la présidente de l'organisation, Wendy Cukier, dans un communiqué.



## Google

## Plus d'un million d'applications malveillantes bannies du Play Store



**SECURITE** 190.000 comptes appartenant à des développeurs supposés malveillants ont aussi été supprimés du magasin d'applications

Google veille sur les utilisateurs d'Android. Le géant américain a mis en place des outils lui permettant de détecter les applications illicites sur le Play Store. Grâce à Google Play Protect, il a pu scanner sans relâche son magasin d'applications pour en extraire celles qui étaient frauduleuses et malveillantes, rapporte Phonandroid.

En 2021, Google a ainsi retiré environ 1,2 million d'applications du Play Store. De quoi « empêcher des milliards d'installations nuisibles », est-il écrit dans un billet de blog. La société n'attend pas qu'une application soit proposée dans son magasin, elle tente de prévenir le mal en détectant les comptes détenus par des développeurs malveillants. 190.000 d'entre eux ont été bannis en 2021. Ils permettaient de propager des malwares ou alors collectaient frauduleusement les données des utilisateurs d'Android.

### Les comptes fantômes supprimés

Autre action de Google permettant de faire le ménage dans le Play Store : la suppression de 500.000 comptes laissés à l'abandon. « Google Play Protect continue à analyser des milliards d'applications installées chaque jour sur des milliards d'appareils afin de protéger les gens contre les logiciels malveillants et indésirables », se félicite Google.



Conséquence de ces mesures de protection, le Play Store a maigri. Il héberge 2,5 millions d'applications, soit une baisse de 28 % en quatre ans. Mais les outils mis en place par Google ne sont pas infaillibles. Il arrive régulièrement qu'une application parvienne à causer du tort à certains utilisateurs. En mars dernier, l'application FaceStealer ciblait les identifiants des comptes Facebook des victimes. Mais Google resserre la vis auprès des développeurs avec la mise en place d'une nouvelle politique. Ces derniers doivent maintenant donner aux utilisateurs des détails sur les types de données collectées et comment ces dernières sont utilisées.

## Foot/News

## Ben White d'Arsenal exclu de l'équipe d'Angleterre pour la Ligue des Nations après avoir été blessé

Le défenseur d'Arsenal a été initialement nommé dans l'équipe d'Angleterre pour les prochains matches de la Ligue des Nations, mais a maintenant été contraint de se retirer après avoir subi un coup dur.

Le défenseur d'Arsenal Ben White a été contraint de se retirer de l'équipe d'Angleterre après s'être blessé.

L'ancienne star de Brighton & Hove Albion a été nommée dans l'équipe la plus récente des Three Lions pour leurs matches de l'UEFA Nations League qui se dérouleront le mois prochain après une première saison impressionnante à l'Emirates Stadium.

Cependant, il a été confirmé par la FA anglaise lundi après-midi qu'il n'avait d'autre chance que de céder sa place en raison d'une blessure non divulguée. Un communiqué disait : « Ben White ne se présentera plus pour l'Angleterre en raison d'une blessure. Le défenseur d'Arsenal a été nommé dans la sélection de 27 joueurs de Gareth Southgate la semaine dernière mais poursuivra sa rééducation avec son club. La majorité de l'équipe s'est rendue à St. George's Park lundi avant les quatre matches de l'UEFA Nations League en Angleterre.

Il n'a pas encore été confirmé si un remplaçant serait appelé dans l'équipe pour le moment, Gareth Southgate devant prendre une décision avant les matches de l'Angleterre le mois prochain. Les Trois Lions lancent leur dernière campagne de la Ligue des Nations contre la Hongrie ce week-end avant un affrontement avec l'Allemagne à Munich.

Ils renouent ensuite avec l'Italie, championne de l'Euro 2020, au stade de Wembley avant de boucler leurs engagements estivaux avec le choc retour avec les Hongrois. Ils devront cependant négocier tous ces matches sans Blanc.



Le joueur de 24 ans a jusqu'à présent fait quatre apparitions pour les Three Lions tout au long de sa carrière, ayant participé à chacun des deux derniers matches. Il a connu une saison relativement positive dans le nord de Londres en arrivant de Brighton.

Il a fait 37 apparitions dans toutes les compétitions et a établi un partenariat prometteur en défense centrale avec le Brésilien Gabriel Magalhaes. Certains ont cependant été surpris qu'il ait été enrôlé dans l'équipe d'Angleterre à la place d'Eric Dier, mais Southgate a suggéré qu'il souhaitait voir White un peu plus en action.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, il a déclaré : "Je suis d'accord qu'Eric a très bien joué pour les Spurs. Nous connaissons Eric, nous ne connaissons pas certains de ces jeunes, nous avons donc pensé que ce sont de bons matches pour en savoir plus sur eux. Eric est évidemment jouer au milieu d'un 3. C'est une position très spécifique dans laquelle il

évolue et l'équipe a été excellente en fin de saison.

"Donc, nous pourrions bien jouer avec un trois, nous pourrions bien jouer avec un quatre. Nous avons une couverture pour faire chacune de ces choses au cours des prochaines semaines, mais il est définitivement dans notre pensée, mais pour le moment, nous ne pouvons pas donner tout le monde sur le terrain que nous aimerions et nous avons estimé que l'investissement en temps dans Fikayo, Marc et Ben White en particulier, ces plus jeunes, devant Eric, pour ce camp serait plus précieux pour nous."

En son absence, Southgate peut désormais faire appel à Conor Coady, Harry Maguire, John Stones, Fikayo Tomori et Marc Guehi pour leurs prochains matches.

Ailleurs, les U21 anglais ont également reçu un coup dur avant leurs matches d'été avec la starlette de Tottenham Hotspur Ryan Sessegnon ayant également été contraint de se retirer sur blessure.

## Le défenseur de Manchester United Victor Lindelof se retire des internationaux suédois

Victor Lindelof s'est retiré de l'équipe de Suède en raison d'une blessure "récurrente".

La saison misérable du défenseur avec Manchester United a été aggravée par la défaite finale de son pays en barrages de la Coupe du monde face à la Pologne en mars. Le joueur de 27 ans a été nommé lors des prochains matches de la Ligue des Nations de la Suède avec la Norvège, la Serbie et la Slovaquie.

Cependant, le capitaine s'est maintenant retiré de l'équipe en raison d'un coup "grave" qui l'a tourmenté vers la fin de la saison alors qu'il était à United. La nature du problème n'a pas été dévoilée.

L'entraîneur-chef de l'équipe nationale Janne Andersson a décrit le retrait de Lindelof comme un coup dur. S'exprimant lors de la conférence de presse de lundi, selon Expressen, il a déclaré : "Victor Nilsson Lindelof a démissionné en raison de problèmes de blessures récurrents qu'il a eus dans son équipe de club et doit se reposer et guérir d'une bonne manière qu'il peut, espérons-le, faire.



"Il a eu de sérieux problèmes à la fin, c'est pourquoi il a démissionné. Lindelof est notre capitaine d'équipe. Victor a été important pour nous et ne m'a jamais déçu.

Lindelof a connu une saison stop-start avec United cette saison. Il a raté dix jours en décembre après avoir souffert de douleurs à la poitrine contre Norwich avant qu'un test COVID-19 positif et une maladie ne l'excluent pour un total de quatre matches au début de la nouvelle année.

Le défenseur a disputé 35 matches

dans toutes les compétitions cette saison, remplaçant Raphael Varane et Harry Maguire souvent blessés lorsqu'il n'était pas disponible. Erik ten Hag est impatient de recruter un nouveau demi-centre cet été.

Il est considéré comme le troisième choix derrière Varane et Maguire. Les acquisitions pousseront Lindelof plus loin dans l'ordre hiérarchique et limiteront son temps de jeu, ce qui pourrait l'amener à envisager de déménager ailleurs.



Foot/News

# Jesse Lingard veut quitter Manchester United

**En fin de contrat dans moins de six mois, Jesse Lingard serait finalement ouvert à un départ à la fin de la saison en cours. L'international anglais manque cruellement de temps de jeu à Old Trafford.**

L'avenir de Jesse Lingard s'éloigne de plus en plus d'Old Trafford. En fin de contrat en juin prochain, le milieu offensif, qui manque de temps de jeu à Manchester United, n'a pas l'intention de prolonger son bail.

Prêté en deuxième partie de la saison 2020-21, l'international anglais avait effectué un prêt concluant du côté de West Ham (16 matchs, 9 buts, 5 passes décisives), qui aimerait par ailleurs le rapatrier.

Selon le média 'Manchester Evening News', le joueur serait finalement enclin à partir afin de se relancer. Un départ cet hiver arrangerait non seulement Manchester United, qui pourrait récupérer quelques liquidités avec sa vente, mais également le principal intéressé, qui retrouverait du temps de jeu à dix mois de la Coupe du Monde



2022.

Cette saison, Jesse Lingard n'a disputé que 273 minutes avec les Red Devils, réparties sur 14 matchs toutes compétitions confondues.

## NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001 LA LICORNE ECOLE ALTERNATIVE MOKA LTEE

NOTICE is hereby given

- (1) That the above Company is a domestic company and having its registered office at 11b Rue Du Pouce, Black Rock 2, Tamarin, 1909-08, Mauritius is to be removed from the register of companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001.
- (2) That the Company has ceased to carry on business, discharged in full its liabilities to all its known creditors and distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.
- (3) That any objection to the removal under Section 313 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days after the date of the notice.

Mrs. Dominique Valerie Augsburg  
Director

Date: 12 May 2022

## Pursuant to Section 28 (9) of FSA

The Financial Services Commission, Mauritius (the "FSC Mauritius") wishes to inform the public the 2PM Consulting Ltd, having its registered address at Citadelle Mall, Level 15, Sir Virgil Naz Street, Port-Louis, has surrendered its Investment Advisor (Unrestricted) License in accordance with section 289 (5) of the Financial Services Act (the "FSA")

Pursuant to Section 28(9) of the FSA, the public is hereby notified that the Investment Advisor (Unrestricted) License (License No C116016606) of 2PM Consulting Ltd stands terminated with effect from 28th June 2021.

Dated this 25th day of May 2022.

**Sinews Global Ltd**  
Registered Agent

## NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001 Priory Partner Attorneys Ltd

NOTICE is hereby given

- (1) That the above Company is a domestic company and having its registered office at M5 Mezzanine Floor, Citadelle Mall, Sir Virgil Naz Street, Port Louis, Mauritius is to be removed from the register of companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001.
- (2) That the Company has ceased to carry on business, discharged in full its liabilities to all its known creditors and distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.
- (3) That any objection to the removal under Section 313 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days after the date of the notice.

Accuance Ltd  
Company Secretary

Date: 27 May 2022

## OUTBIDDING

NOTICE is hereby given that on Thursday 7th October 2021, a portion of land of the extent of 97½ Toises or 370.40/100 m2 being lot No 487 the whole morefully transcribed in Volume TV 3506/66 and PIN No 1910130358, situated in the district of Black River, place called Belle Vue, Coromandel, together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation and as morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter and was sold for the price of Rs 1,105,000 at the request of Development Bank of Mauritius Ltd against Societe Bergio and purchased by Mr Nudeem Allybukus.

Afterwards on the 14th October 2021 Mr Ibn Saoud Hasgarally electing his legal domicile in the office of the undersigned Attorney at Law has made an outbidding of one-sixth above the purchase price.

His Honour the Ag Deputy Master and Registrar has fixed **Thursday 07/07/2022 at 1.30 p.m.** the resale of the said property, upon the outbidding before the Master's Court, 2nd Floor, New Supreme Court building situate at Cnr Edith Cavell and Desroches Streets, Port Louis.

Under all legal reservations.  
Dated at Port Louis, this 17/05/2022

**Pazhany Rangasamy**  
Of 5th Floor Hennessy Tower, Port Louis  
**ATTORNEY FOR THE OUTBIDDER**

## SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 22nd day of September, 2022 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (Courtroom No. 23), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: "Tout ce qui reste (**après distraction** de trois portions de terrain de contenance respectives de (i) TROIS CENT VINGT TROIS METRES CARRES, (323 M²), (ii) CENT QUATRE VINGT TREIZE METRES CARRES (193 M²), (iii) DEUX CENT SEPT METRES CARRES (207 M²), **VENDUES** suivant titre transcrit avant ou en même temps que le titre de propriété ci-après relaté), d'une portion de terrain de la contenance originaire de NEUF CENT TRENTE SEPT METRES CARRES (937 M²) étant le Lot No. 7, située au quartier du Grand Port lieudit Midlands (Bananes). Il a été fait observer au titre de propriété ci-après relaté que le solde de la dite portion de terrain a depuis été arpenté par Monsieur Kadafi Koheratee, arpenteur juré et a été par lui trouvé être de la contenance de DEUX CENT DOUZE METRES CARRES ET CINQUANTE CENTIEMES DE METRE CARRE (212.50 M²), étant la portion No. 4, suivant son rapport d'arpentage avec plan figuratif y joint en date du 19/11/2006, enregistré au Reg :- L.S 59 No. 4294 est compris dans les abornements suivants :- (PIN Number :- 1703160233) Du premier côté, par la portion No. 3, sur VINGT DEUX METRES CINQUANTE CINQ (22 M 55) ; Du deuxième côté, par le chemin commun de TROIS METRES SOIXANTE SIX (3 M 66) de large, une réserve d'UN METRE CINQUANTE (1 M 50) de large entre sur NEUF METRES TRENTE TROIS (9 M 33) ; Du troisième côté, par Jaumeer ou ayants droit sur VINGT TROIS METRES DIX HUIT (23 M 18) ; Du quatrième et dernier côté, par la portion No. 1, sur NEUF METRES TRENTE TROIS (9 M 33). Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever without any exception or reservation the whole as morefully described in deed drawn up by Mr. Guinness Beeharry, Notary Public, on the 26/02/2007 and 30/03/2007 registered and transcribed in Vol. 6547/51.». Land The zone is residential. The rectangular shaped land has an even topography with a frontage of 9.33 metres to a 3.66 metres wide common road. Camp Antoinette Street is approximately 18 metres away from subject property. The site is serviced with all infrastructural utilities and facilities. Access to property is by means of a tarred and vehicular road. Electricity and domestic water supply are available on site. Neighbourhood mainly consists of semi-luxurious residential buildings in a moderately built-up residential area. All amenities including public transport are available in the region. Building – Incomplete construction on 1st floor The single storey (Existing ground floor + an incomplete first floor) residential building is made of reinforced concrete frame structure with concrete block walls under a flat reinforced concrete slab roof on ground floor. Block work has reached 7-8 rows on first floor. (a) Area – Approximately 144 M² or 1,549.44 ft² on ground floor + Approximately 144 M² or 1,549.44 ft² on first floor; (b) State of repair – Good/ Incomplete construction on first floor; (c) Finishes: Openings – Aluminium glazed doors and windows. Plastering and paint – External walls are rendered but not painted.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Louis Alex POURONNE and Anor.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.  
Dated at Port Louis, this 31st day of May, 2022.

Udhisteer K. Ragobur  
ENSAfrica (Mauritius)  
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.  
Attorney in charge of the sale.

## NOTICE UNDER SECTION 36(2) (c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **Gerchik & Co. Limited** a Global Business Licence Company, having its registered address at Premier Business Centre, 10th Floor, Sterling Tower, 14 Poudriere Street, Port Louis, Mauritius, has by a Special Resolution passed on 13 May 2022 changed its name to **Gerchik & Co. MU Limited** as evidenced by a Certificate of Incorporation on Change of Name issued by the Registrar of Companies on 23 May 2022.

Premier Financial Services Limited  
Secretary

## Section 286 of the Seychelles International Business Companies Act 2016

**Jualsenn Advice Ltd**  
**Company No.: 213144**

I, Mr. Gocharan Sharma Buldawo of Melotte Road, Creve Coeur, Mauritius, hereby give notice that I have been appointed to act for as the Liquidator of the Company, hereby give notice in accordance with section 286 of the Act that the voluntary winding up of the Company under Sub-Part II of Part XVII of the Act has been commenced.

Dated this 23rd day of May, 2022.

Mr. Gocharan Sharma Buldawo  
Liquidator

## NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001 Innopacua Services Ltd

NOTICE is hereby given

That the above Company is a domestic company and having its registered office at M5 Mezzanine Floor, Citadelle Mall, Sir Virgil Naz Street, Port Louis, Mauritius is to be removed from the register of companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001.

That the Company has ceased to carry on business, discharged in full its liabilities to all its known creditors and distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

That any objection to the removal under Section 313 shall be delivered to the Registrar of Companies not less than 28 days after the date of the notice.

Accuance Ltd  
Company Secretary

Date: 27 May 2022

## NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I **Mrs Marie Josee Linbeth Prosper** will apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for a proposed Construction of a building to be used as General Retailer. Foodstuff (excluding Liquor) and Non Foodstuff at ground Floor and as store at First Floor at 2 Ducray St, La Briquetterie Housing Estate Port Louis.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication

Date: 1/06/2022

## NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that PROPERTIES MANAGEMENT LTD, a Domestic Company having its registered office at Level 5, Alexander House, 35 Cybercity, Ebene is applying to the Registrar of Companies, for the removal of the company from the Register under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001, on the following ground:

The company has ceased its operation, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Objections to the removal, if any, should be made to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice.

Dated this 30.04.2022

Intercontinental Secretarial Services Ltd  
Secretary



Incidents au Stade de France, samedi

# «Si on n'avait pas évacué, il y aurait eu des morts», assure Darmanin

le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin a félicité le travail du préfet de police, qui aurait selon lui évité des morts lors de la finale de la Ligue des champions au Stade de France entre Liverpool et le Real Madrid (0-1). En qualifiant tout de même le fiasco de "regrettable".

Après son point presse qui a déclenché un tollé dans les médias britanniques, Gérard Darmanin a à nouveau pris la parole au sujet des incidents survenus aux abords du Stade de France, samedi, en marge de la finale de la Ligue des champions entre Liverpool et le Real Madrid (0-1). Le ministre de l'Intérieur était l'invité du journal sur TF1. Il est revenu sur ses propos concernant les faussaires de billets anglais et a félicité le travail de la police.

## "La fête a été gâchée"

"Ce qu'il s'est passé est très regrettable. Nous sommes profondément touchés que l'image de la France soit impactée et que la fête ait été gâchée", a-t-il déclaré en préambule. Le coup d'envoi de la finale a été reportée d'une grosse demi-heure et une partie du public a été repoussé à coups de gaz lacrymogène. "Il y a eu entre 30.000 et 40.000 personnes de plus que ce que peut accueillir le stade sur le parvis, a-t-il poursuivi, reprenant un chiffre largement critiqué depuis. Ils étaient avec des billets falsifiés ou sans billet."

"97% des spectateurs espagnols étaient dans le stade à 21h, contre seulement 50% pour les anglais. Je veux aussi dire que s'il n'y a eu des problèmes qu'avec les fans anglais, ça ne veut pas dire que tous les faussaires étaient Anglais, a précisé Darmanin. Evidemment, il y a eu des images déplorables et des utilisations qui n'ont pas été proportionnées. À cette occasion, le préfet de police et moi-même, nous voulions dire que l'on regrettait et que nous

allions prendre contact avec un maximum de ces personnes pour nous excuser."

## "La police a fait son travail"

Le ministre de l'Intérieur a surtout tenu à saluer "les décisions du préfet de police", qu'il a jugé salutaires. "Si on n'avait pas évacué une partie des gens, avec des moyens difficiles à voir à la télévision, il y aurait eu des morts, écrasés contre les grilles du Stade de France. Je voulais aussi dire qu'il y a eu des moments de délinquance et beaucoup d'interpellations, une centaine. La police a fait son travail, elle a interpellé une très grande partie de ces auteurs de trouble."

Darmanin a aussi balayé les rumeurs lancées par l'extrême droite sur la nationalité des personnes interpellées à Saint-Denis. "Dans le stade, il y a eu 29 interpellations, a-t-il listé. La moitié d'entre eux était des Britanniques, qui sont



rentrés sans billet dans le stade, malgré les contrôles de police. Donc quand j'entends dire qu'aucun Britannique n'a eu un comportement inadéquat, c'est complètement faux. Il y a eu 52 interpellations en dehors du stade: 40 Français, 12 étrangers: un Espagnol, un Italien, huit Algériens, un Marocain et un Tunisien."

## La colère ne retombe pas, Liverpool veut des excuses

Une finale chaotique qui tourne à la foire d'empoigne: trois jours après les ratés organisationnels autour du Stade de France, la colère persiste à Liverpool, dont le président a réclamé mardi des excuses aux autorités françaises pour avoir montré du doigt les partisans des Reds.

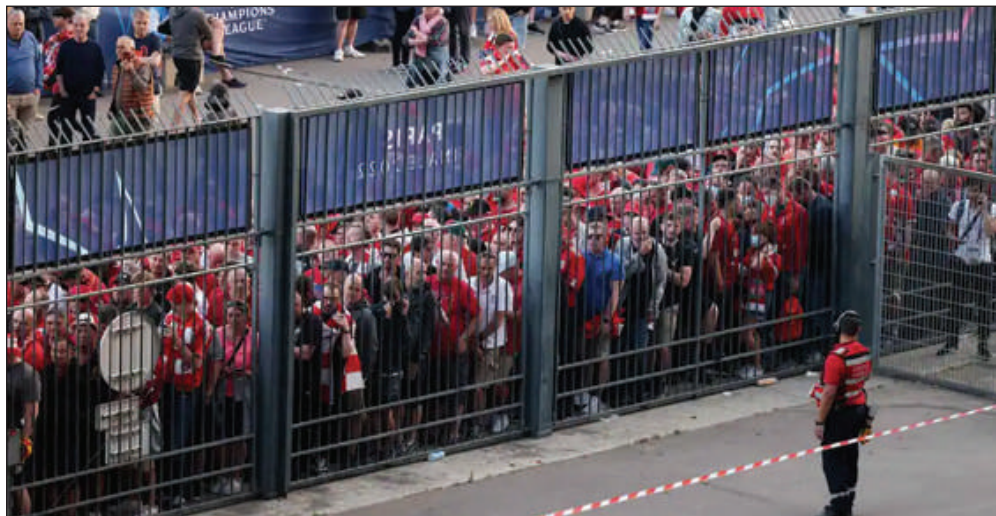
Comme beaucoup d'amateurs de son club de retour de Paris, où la finale de Ligue des champions perdue contre le Real Madrid (1-0) a donné lieu à des scènes de chaos en avant-match, le président de Liverpool Tom Werner est indigné. Il l'a écrit dans un courrier adressé à la ministre française des Sports Amélie Oudéa-Castera, dont le quotidien local Liverpool Echo a obtenu une copie.

En cause, les propos dans un point presse lundi de Mme Oudéa-Castera et du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin qui ont répété ce qu'ils affirment depuis samedi soir: les partisans britanniques seraient en grande partie responsables de la pagaille à Saint-Denis, aux portes de Paris, avec une «fraude massive, industrielle et organisée de faux billets». La ministre des Sports a en outre déclaré que Liverpool «avait laissé ses partisans dans la nature».

Ces mises en cause ravivent chez les partisans de Liverpool les horribles souvenirs de la catastrophe d'Hillsborough qui avait fait 97 morts en 1989 dans un mouvement de foule dont les amateurs des Reds avaient longtemps été tenus pour responsables avant que les mauvaises décisions de la police ne soient reconnues.

Tom Werner a fait part de son «incrédulité totale» quant au fait qu'Amélie Oudéa-Castera puisse faire «une série de déclarations non prouvées sur un sujet d'une telle importance», avant même la tenue d'une enquête poussée.

«Vos commentaires sont irresponsables, peu professionnels et totalement irrespectueux des milliers de partisans blessés physiquement et émotionnellement», a-t-il ajouté, disant avoir reçu de très nombreux courriels de partisans «morts de peur» et dénonçant «une stratégie cherchant à



attribuer la faute aux autres».

«Au nom de tous les partisans qui ont vécu ce cauchemar, je demande des excuses de votre part, et l'assurance que les autorités françaises et l'UEFA permettront à une enquête indépendante et transparente d'avoir lieu», a-t-il ajouté, alors que l'instance européenne du football a confirmé lundi qu'elle allait commander un «rapport indépendant».

## Chiffres contestés

Selon Gérard Darmanin, «30 000 à 40 000 partisans anglais se sont retrouvés au Stade de France, soit sans billet, soit avec des billets falsifiés».

Cette situation a, selon les autorités, contribué à gonfler sensiblement la foule qui se pressait aux portes du Stade de France et entraîné d'interminables files d'attente, un engorgement massif qui n'a fait aucun blessé grave.

Mais les chiffres avancés sont contestés, y compris côté français.

«30 à 40 000 faux billets, cela me paraît très, très gros», a confirmé de son côté l'ex-

député de gauche Régis Juanico, spécialiste des questions sportives. «J'attends l'audition des deux ministres mercredi au Sénat pour en savoir plus». Le rendez-vous est programmé à 17 h.

Les services de renseignements avaient de leur côté alerté les autorités françaises avant cette finale.

Datée du 25 mai, une note de la Division nationale de lutte contre le hooliganisme (DNLH) rédigée en lien avec les services de renseignement, dont l'AFP a eu connaissance, faisait état «d'environ 50 000 partisans anglais présents dans la capitale française (qui) ne seront pas détenteurs de billets».

Sur le plan judiciaire, six hommes seront jugés à Bobigny, compétent pour le département de Seine-Saint-Denis où est situé le Stade de France, pour des vols au préjudice de partisans en marge de la finale.

## Prochain match vendredi au Stade de France

Et, à douze jours du premier tour des

élections législatives (12 et 19 juin), l'affaire a pris en France un tour hautement politique, notamment sur la capacité des autorités à organiser des événements sportifs majeurs à un an de la Coupe du monde de rugby 2023 et à deux ans des Jeux olympiques à Paris.

Le député LR (droite) Eric Ciotti a réclamé mardi la création à l'Assemblée nationale d'une commission d'enquête sur les incidents.

Le maire de Nice Christian Estrosi, ex-LR rallié à la majorité présidentielle, a demandé pour sa part l'utilisation de la reconnaissance faciale lors d'événements sportifs de grande ampleur.

Tous les regards se tournent désormais vers le prochain match au Stade de France, la rencontre France-Danemark en Ligue des nations vendredi (20 h 45), une affiche qui s'annonce a priori à guichets fermés.

Des organisations syndicales de la régie de transports parisiens (RATP) ont lancé un nouvel appel à la grève sur le RER B pour vendredi, après leur mouvement de samedi qui a pu accentuer les dysfonctionnements, puisque de nombreux partisans des Reds s'étaient rabattus sur le RER D, source d'engorgements à l'arrivée.

«On est sur l'organisation d'un match, il y en a très régulièrement au Stade de France et très régulièrement, les choses se passent bien», a dédramatisé mardi le maire de Saint-Denis Mathieu Hanotin sur la chaîne BFMTV.

Le patron des JO-2024 Tony Estanguet s'est voulu rassurant: il a expliqué à l'AFP qu'il fallait «tirer les enseignements» du fiasco au Stade de France, qui accueillera les épreuves d'athlétisme, tout en assurant que tout le monde serait «prêt» dans deux ans.